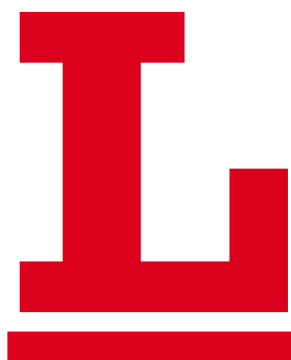


ÉCONOMIE POLITIQUE



Le projet communiste

Mettre à l'ordre du jour un projet communiste peut surprendre en un moment où, plutôt que la perspective de « jours heureux », c'est l'accumulation des menaces – guerre, péril climatique, dérèglements économiques et financiers, fascismes au pouvoir ou en marche pour le conquérir... – qui semble fermer l'horizon. Pourtant, la puissance du mouvement en cours dans notre pays pour les retraites incite fortement à une vision plus ouverte. La mobilisation populaire est bel et bien porteuse d'une nouvelle conception des âges de la vie, c'est-à-dire d'une nouvelle civilisation, obéissant à une logique radicalement opposée à celle du capital.

Les mutations qui travaillent en profondeur le monde contemporain rendent une telle perspective plus concrète qu'elle ne pouvait l'être dans les débuts du mouvement ouvrier. Avec la révolution technologique informationnelle, le développement de tous

les êtres humains devient non seulement une exigence morale mais aussi la condition d'une nouvelle efficacité économique, alors que le type capitaliste de croissance de la productivité, fondé sur l'accumulation du travail mort pour exploiter toujours davantage le travail vivant, fait peser sur l'économie un fardeau de plus en plus insupportable. Avec la révolution monétaire, qui a permis aux banques centrales d'avancer des quantités inimaginables d'argent pour sauver le système financier, on mesure quel gisement d'efficacité économique se trouverait à notre portée si le pouvoir de décider de l'utilisation de cet argent passait entre les mains de 8 milliards d'êtres humains, et non de quelques dizaine de milliers de financiers et de dirigeants de multinationales. Avec l'urgence d'une révolution écologique, c'est l'humanité toute entière, comme réalité politique concrète, qui se trouve confrontée à la res-

DOSSIER

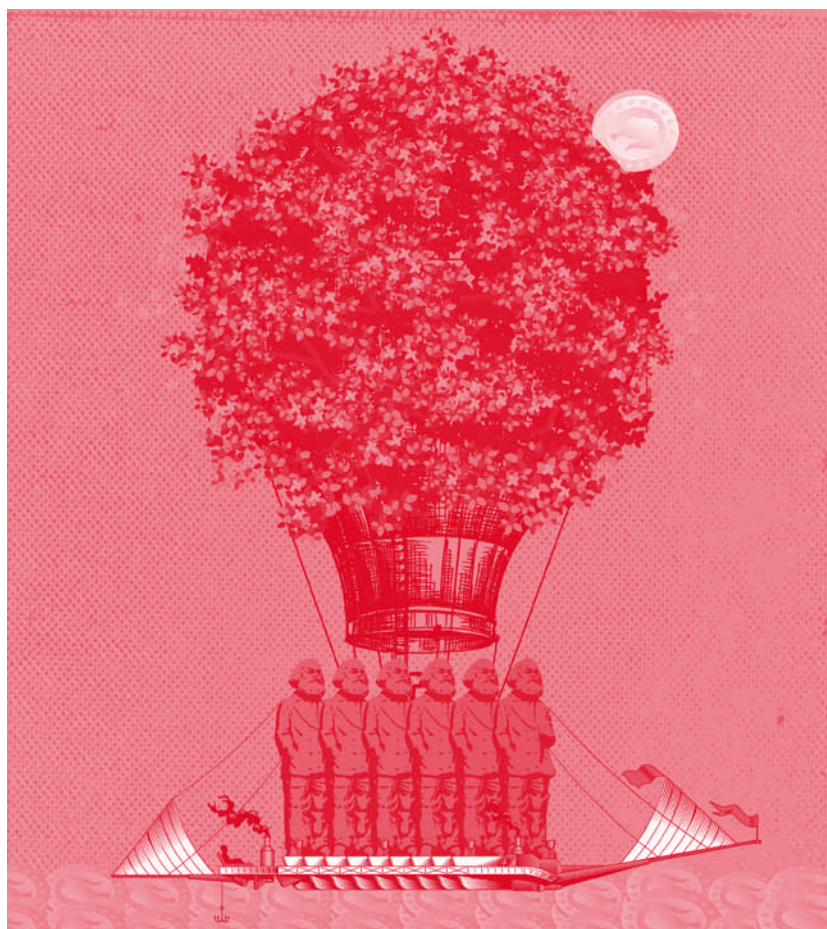
ponsabilité d'organiser collectivement et pacifiquement sa relation avec son propre environnement naturel.

Les militants du PCF ont ainsi eu des raisons sérieuses d'affirmer, dans la préparation de leur congrès, une « ambition » où le projet communiste tient une place structurante, à la fois but d'une société émancipée de l'exploitation et des dominations caractéristiques de la civilisation contemporaine, et chemin pour y parvenir. Comme le monde a beaucoup changé depuis que ce projet a été énoncé pour la première fois de façon rigoureuse et efficace par Marx et Engels, mais aussi depuis que l'effondrement de l'Union soviétique a conduit à mettre en doute la possibilité même de concevoir un dépassement du capitalisme, on comprend également pourquoi ils ont jugé utile de travailler à une définition actuelle du projet communiste.

C'est un sujet de débat, sur lequel des points de vue différents s'expriment. Nous en publions quelques-uns dans les pages qui suivent. Denis Durand propose une lec-

ture du projet, tel qu'il est présenté dans les textes du PCF, faisant appel à la notion d'anthroponomie et visant à dépasser l'étatisme qui a beaucoup marqué les projets de transformation sociale au siècle dernier. Évelyne Ternant expose les aspects économiques du projet, dans le prolongement de sa participation à un débat sur la « Sainte Alliance » entre l'État et le capital qui fait l'objet de son article publié dans la rubrique *Analyses* de ce numéro. De retour de Cuba, Frédéric Boccara présente de façon synthétique la perspective d'une nouvelle mondialisation, que le projet communiste oppose à la mondialisation capitaliste. Kevin Guillas-Cavan, exprime un point de vue nettement différent. Il envisage un socialisme conçu comme un « capitalisme monopoliste d'État réorienté à d'autres fins grâce à la prise du pouvoir d'État ». Enfin, Léo Garcia et Amado Lebaube, exposent, de façon plus immédiate et plus concrète, le sens du projet communiste pour les jeunes.

Ce dossier ne clôt pas le débat, il se poursuivra, y compris dans nos colonnes.



Économie et anthroponomie dans le projet communiste

Le terme d'« anthroponomie » qui apparaît dans le texte préparatoire du 39^e congrès du PCF est encore peu répandu dans le vocabulaire politique. Cet article tente de montrer en quoi cette notion est utile pour appréhender les traits distinctifs d'un projet communiste pour le xx^e siècle, et pour aider à dépasser l'étatisme hérité du xx^e siècle dont le mouvement populaire peine aujourd'hui à se dégager.

Dans l'opinion courante, il est usuel de définir le communisme par la propriété collective des moyens de production, par opposition au capitalisme caractérisé par la propriété privée des mêmes moyens de production. On ne consacrera pas ici de longs développements à montrer pourquoi il est nécessaire de préciser et d'élargir cette définition. D'une part, elle n'est pas suffisante pour définir le capitalisme, puisqu'il a existé dans l'histoire d'autres systèmes économiques, eux aussi caractérisés par la propriété privée des moyens de production. D'autre part, le communisme, tel que Marx et Engels, déjà, ont pu en définir les traits distinctifs, n'est pas seulement un système économique mais une émancipation de la vie humaine sous tous ses aspects. Comment appréhender ces différents aspects – enjeux écologiques, par exemple, et aussi enjeux touchant aux relations entre les genres, entre les générations, entre les peuples du monde, qui prennent tant d'importance dans le monde contemporain – sans les hiérarchiser mécaniquement et sans affadir la cohérence de classe d'un projet révolutionnaire ? On propose ici, pour les articuler, une méthode inspirée des travaux de Paul Boccara et du parallèle qu'il a tracé entre l'économie et ce qu'il a proposé d'appeler l'anthroponomie. Précisons qu'on ne prétend pas ici présenter un exposé des conceptions du grand théoricien marxiste mais qu'on croit y avoir trouvé un moyen commode de mettre en ordre différents aspects de la transformation sociale qu'appelle la crise de la civilisation contemporaine. Le terme de « civilisation » désigne ici la combinaison d'un système économique et d'un système anthroponomique. Le système économique est l'ensemble des structures et des processus de régulation dans lesquels s'enchaînent la production de biens et services, leur circulation, leur répartition entre les membres de la société, et leur consommation. À la reproduction de ces opérations économiques correspondrait dans le système anthroponomique, de façon analogue, l'enchaînement des opérations par lesquelles les êtres humains reproduisent ou « régénèrent » leur existence biologique, sociale et psychique, et qui comportent un moment parental, un moment consacré au travail, un moment politique, et un moment culturel et psychique.

À partir de cette grille de lecture, il est alors possible de caractériser la civilisation actuelle comme à la fois capitaliste et libérale.

Elle est capitaliste, non seulement en ce que les moyens de production y sont une propriété privée, mais plus spécifiquement en ceci que cette propriété privée prend la forme d'une accumulation d'argent, sans cesse entraînée à s'accroître sans limite par l'accumulation des profits tirés de l'exploitation de la force de travail humaine, grâce la transformation de cet argent en moyens de production. Le taux de profit, qui mesure le rythme de cette accumulation, y régule toute la vie économique. Il engendre les contradictions spécifiques du mode de production capitaliste, et leur développement sous forme de suraccumulation et de dévalorisation du capital.

La civilisation actuelle est libérale, non seulement en ce que les êtres humains y sont principalement considérés comme des individus dotés d'une existence civile autonome, mais aussi en ce que les relations qu'ils entretiennent entre eux prennent typiquement la forme de délégations de pouvoirs : aux représentants politiques (assemblées parlementaires ou monarches élus, comme dans notre V^e République), aux chefs de famille, aux chefs d'entreprises, aux détenteurs de l'autorité en matière culturelle ou religieuse. Ainsi, notre civilisation est à la fois la plus marchande de l'histoire et celle où le développement de l'État et son poids dans la société atteignent leur plus haut degré. Aussi le projet communiste vise-t-il à la fois à dépasser les marchés, et à dépasser l'État et son « double caractère de domination de classe et d'expression de la société de classes dans son ensemble. »¹

L'unité de la civilisation tient en effet à ce que le système économique et le système anthroponomique interagissent entre eux. L'économie est aussi une affaire d'éducation, de relations sociales et politiques, de culture. De même, la « régénération » des êtres humains repose sur la reproduction de leurs moyens matériels, sociaux et culturels d'existence. Enfin, système économique et système anthroponomique interagissent avec le système écologique dont les êtres humains font partie. L'anthroponomie est évidemment liée à

leur nature biologique, tandis que production et consommation consistent pour une part importante à interagir avec la nature.

Répondre à la crise de civilisation par une révolution du système économique, du système anthroponomique et de leurs relations avec le système écologique

La crise de la civilisation contemporaine met ainsi en cause les trois systèmes. Il n'est pas besoin d'insister sur ce point en ce qui concerne l'écologie, ni, pour les lecteurs de cette revue, en ce qui concerne l'économie. Les manifestations de la crise anthroponomique sont trop évidentes dans le domaine politique mais elles sont tout aussi visibles dans la perte de sens du travail aujourd'hui fréquemment déplorée, et aussi dans le besoin massif d'une transformation des relations entre genres et entre générations, dont le mouvement féministe témoigne de façon particulièrement universelle de nos jours.

Cette façon de voir les choses aide à donner à la définition du projet communiste toutes les dimensions qu'elle possède dès les premières anticipations des fondateurs du marxisme.

Le principe communiste de partage s'étend non seulement aux richesses mais à toutes les formes de pouvoirs. Il repose sur la perspective d'une rotation des rôles entre tous les membres d'une société, marque de sa transformation en une société sans classes. Le but est une civilisation émancipée à la fois de l'exploitation capitaliste et des dominations liées aux délégations de pouvoir caractéristiques du libéralisme, et qui sont à la racine des formes contemporaines de dominations sexistes, racistes ou culturelles. Le projet va jusqu'au dépassement des marchés et à leur remplacement par des relations économiques visant le maximum de développement des capacités humaines avec le minimum de dépenses en moyens matériels et en travail. Mais il ne consiste pas, contrairement à ce qu'on croit souvent, en un remplacement des marchés par l'État. Il va jusqu'au dépassement de l'État et à son remplacement par des institutions d'essence autogestionnaire, au-delà de la démocratie représentative². Les conditions seraient ainsi créées pour que les contradictions, voire les conflits, qui naîtraient dans une telle société trouvent des modes de résolution non violents, tenant compte de ce que « le libre développement de chacun deviendrait la condition du libre développement de tous ».

S'il est ainsi possible d'énoncer les principes de construction d'une civilisation communiste, il n'y a pas lieu de décrire plus précisément ce que serait la société à laquelle la mise en œuvre de ces principes aboutirait, tant les caractéristiques de cette société dépendent d'une évolution historique faite d'événements à venir impossibles à prévoir. En cela, le marxisme se distingue des utopies communistes et socialistes qui l'ont précédé.

En revanche, il est possible de donner des précisions sur le chemin à emprunter pour aller vers leur réalisation. La première précision est que ce chemin est celui d'un conflit de classes aigu entre la logique communiste et la logique capitaliste qui domine aujourd'hui tous les aspects de l'économie, de l'écologie et de l'anthroponomie. Le processus par lequel passe ce conflit peut être qualifié de transition socialiste entre l'état de choses actuel et celui où la logique communiste est devenue tellement dominante que les stigmates de la société capitaliste et libérale ne pèsent plus sur son développement.

Les objectifs et les moyens d'une transition socialiste vers le communisme

L'appropriation sociale, du local au mondial, des moyens de production, d'échange et de financement tient comme on peut s'y attendre une place importante dans ce processus. Elle s'enrichit d'une prise en considération des buts de la production et des critères qui président aux choix d'investissements, aux choix techniques, aux choix d'embauche « au service d'une nouvelle efficacité sociale et écologique de l'économie, s'appuyant sur des formes de propriété et de pouvoir nouvelles », pour citer les orientations du 38^e congrès du PCF, reprises dans les mêmes termes par la « base commune de discussion » du 39^e congrès. Elle s'articule en effet avec une transformation anthroponomique majeure, « un nouvel âge de la démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines impliquant notamment des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et citoyens », jusqu'à dépasser, insisterons-nous, « la séparation bourgeoise entre politique et travail »³.

C'est pourquoi elle s'articule avec un projet qui se situe au croisement de l'économie et de l'anthroponomie : la construction d'un système de sécurité d'emploi ou de formation. Du point de vue économique, l'aboutissement de ce projet est le dépassement du marché du travail qui, avec le dépassement du marché de biens et services, du marché de l'argent et du marché mondial, structure l'aspect économique de la transition socialiste du capitalisme au communisme. Du point de vue anthroponomique, il émancipe les travailleurs du lien de subordination à un employeur, constitutif du salariat capitaliste et, par là, d'une des principales délégations de pouvoir caractéristiques de la civilisation libérale où l'« homme » – en particulier l'homme au travail – est distinct du citoyen.

Cette définition plus riche et plus ouverte du communisme et du chemin qui y mène ne rend pas le projet moins révolutionnaire. Elle aide au contraire à le revivifier en dépassant les conservatismes qui semblent réduire aujourd'hui à l'impuissance les mouvements tendant à la transformation sociale. Un trait dominant de ces conservatismes consiste à croire que l'action de l'État peut suffire à apporter une réponse aux crises de la civilisation contemporaine, soit pour corriger les inconvénients du capitalisme, soit pour imposer son remplacement par un système fondé sur la propriété publique des moyens de production. C'est, en particulier, le trait majeur des programmes réformistes, soit, dans le cas de la France, depuis l'exercice du pouvoir par François Mitterrand jusqu'au refus du Parti socialiste d'inscrire de nouveaux pouvoirs des salariés dans la programme de la NUPES, soit dans le choix, tout aussi assumé, de Jean-Luc Mélenchon et des multiples partis qu'il a successivement fondés, de ne porter aucune atteinte au pouvoir patronal, la « rupture » étant, là aussi, attendue de la seule action de l'État : VI^e République, « révolution fiscale », État employeur en dernier ressort pour prétendre traiter le problème du chômage sans mettre en cause la responsabilité des entreprises...

Ouvrir un chemin révolutionnaire, dans le monde tel qu'il est à présent, consiste précisément à intervenir, dans la bataille d'idées, dans les mobilisations sociales, écologiques, féministes, antiracistes, internationalistes, et dans les institutions, pour aider le mouvement populaire à briser ce tabou et à retrouver tout son mordant démocratique et autogestionnaire. C'est là ce qui rend nécessaire l'action d'un Parti communiste organisé pour porter une alternative au

pouvoir du capital jusqu'à son cœur: la production, les entreprises et les choix portant sur l'utilisation de l'argent.

Libérer le projet révolutionnaire du poids de l'étatisme

Cela suppose aussi de libérer le projet révolutionnaire des illusions étatistes que l'histoire du ^{xx}e siècle a ancrées dans les esprits, nourries qu'elles ont été par le prestige des réalisations des social-démocraties d'Europe occidentales, mais aussi par la ferveur entourant les premiers succès du socialisme étatique qui a fait de l'Union soviétique une superpuissance censée avoir aboli le capitalisme mais ambitionnant, finalement, non pas tant de le « dépasser » que de le « rattraper ». Une forme contemporaine de ces illusions consiste dans diverses interprétations simplistes des institutions du capitalisme monopoliste d'État, telles qu'elles se sont mises en place au milieu du ^{xx}e siècle: nationalisations, planification, Sécurité sociale, statut des fonctionnaires...

Ces institutions ne sont pas du « déjà là » communiste qui rendrait inutile l'action organisée d'un parti révolutionnaire, ou qui limiterait cette action à accompagner l'évolution spontanée de la société en se coulant dans le moule parlementaire de l'État bourgeois. Elles ne sont pas davantage des îlots de socialisme que la révolution consisterait à généraliser par la pure volonté d'un « État ouvrier ». Elles ont en réalité un caractère contradictoire. Ce sont à la fois des avancées, anticipatrices, à des degrés divers, d'une logique communiste, et des rouages essentiels du capitalisme tel qu'il s'est transformé au sortir de sa crise systémique des années 1920 et 1930 en se niant lui-même pour continuer à être lui-même – un système économique régi par la tendance irrépressible du capital, sous sa forme argent, à s'accumuler sans cesse.

Ces institutions, et d'autres à créer au fil du rapport des forces créé par les luttes, ne peuvent donc devenir socialistes – c'est-à-dire partie prenante d'une transition révolutionnaire vers le communisme – que si elles sont mises au service d'une logique communiste, touchant non seulement la répartition des richesses mais la production. Cela vaut donc du point de vue économique, et c'est le rôle crucial de nouveaux critères de gestion. Entrant dans un conflit radical avec la rentabilité capitaliste, ils opposent au taux de profit, dans la vie concrète des entreprises et dans les luttes sociales, une nouvelle efficacité économique, sociale et écologique: faire croître la valeur ajoutée disponible pour les salariés et les populations en économisant les dépenses en capital matériel et financier. Cela vaut du point de vue anthropologique, avec un exercice direct par les salariés de pouvoirs d'intervention et de décisions sur l'utilisation de l'argent, contre la délégation de pouvoir aux directions d'entreprises, fussent-elles publiques et animées d'un projet « socialiste »! Ainsi, des pôles publics financiers ou industriels sont plus que des entreprises nationalisées: ce sont les foyers d'une conquête de pouvoirs autogestionnaires par leurs salariés, par leurs usagers et par l'ensemble de la société, et des armes de lutte contre les multiples pôles privés qui continueront plus ou moins durablement de les entourer sur le marché national et sur le marché mondial.

On peut ainsi, dans le domaine économique, définir assez précisément, non seulement le but, mais aussi les moyens de la transition socialiste: dépasser le marché du travail par la construction d'un système de sécurité d'emploi et de formation; dépasser le marché des biens et services par la mise en œuvre de nouveaux critères de gestion et par le développement de nouveaux services publics, lieux

privilegiés de mise en œuvre de ces nouveaux critères, et du dépassement de l'État, à travers l'exercice, par les salariés et les usagers, de nouveaux pouvoirs; dépasser le marché de l'argent par une nouvelle orientation des crédits bancaires, obtenue par l'usage de différents leviers mettant les citoyens en état d'exercer du pouvoir sur l'utilisation de l'argent; dépassement du marché mondial par de nouveaux traités maîtrisant la concurrence internationale et par une nouvelle organisation monétaire du monde autour d'une monnaie commune mondiale, rendant possible, non pas le « socialisme dans un seul pays » mais une nouvelle mondialisation de paix et de coopération ⁴.

Des transformations analogues dans le domaine anthropologique se joignent à celles-là pour faire de la démocratie l'objectif et le moyen du processus révolutionnaire conduisant à une société communiste, dépassant la démocratie représentative elle-même.

Cette façon de présenter les choses peut être considérée à la fois comme plus complexe, mais plus opérationnelle qu'une vision naïve encore très répandue réduisant le socialisme à une extension, soudaine ou progressive, de la propriété publique, qu'il suffirait de généraliser à l'ensemble de l'économie pour atteindre le communisme. On est en effet, aujourd'hui, capable de concevoir un projet politique consistant à participer activement à toutes la diversité des luttes et des contradictions qui agitent le monde contemporain, et à y nouer de nouveaux types d'alliances de classes, en proposant la cohérence d'une logique de développement de toutes les capacités humaines, contre la logique perverse et régressive de la rentabilité capitaliste. Le peuple français en Révolution, pénétré de l'effervescence idéologique des Lumières, a plus fait que les despotes éclairés pour dépasser le vieux monde féodal.

1. Paul Boccara, « Caractères généraux de l'État capitaliste et de son articulation au mode de production », *La Pensée*, n° 217-218, janvier-février 1981.

2. Paul Boccara, « Théorie marxiste et voies autogestionnaires de la révolution en France », *La Pensée*, 1^{er} trimestre 1986. Cet article repose sur une analyse très rigoureuse des conceptions développées en particulier par Marx, Engels et leurs successeurs, et de la façon dont ces conceptions ont évolué au fil des circonstances historiques de leur élaboration. On en trouvera aussi de larges extraits dans *Économie & Politique*, n° 800-801, mars-avril 2021.

3. Paul Boccara, *ibid.*

4. Voir dans ce dossier l'article d'Évelyne Ternant, ou encore, Alain Tournebise « Dépasser les "quatre marchés" du capitalisme », *Économie & Politique*, n° 802-803, mai-juin 2021.



II. Une nouvelle logique économique et anthroponomique

*La question qui taraude aujourd'hui toute la société est de savoir comment sortir d'une crise systémique, dont la gravité et la complexité sont perçues à juste titre comme pouvant conduire à un effondrement général; comment stopper l'emballement actuel, comment reprendre le contrôle? Jean Hervé Lorenzi, dans son livre *La grande rupture*, plaide pour une réconciliation entre Keynes et Schumpeter, c'est-à-dire entre deux théories qui s'inscrivent dans le cadre des logiques capitalistes; je plaiderai pour ma part pour un dépassement de la société capitaliste et de la civilisation libérale, c'est-à-dire pour une transformation de l'ensemble des relations humaines. Cet article reprend la deuxième partie de l'exposé d'Évelyne Ternant à la cinquième séance du séminaire « Capitalisme : vers un nouveau paradigme » organisé par la Fondation Gabriel Péri et Économie & Politique.*

Il apparaît que si le partage des rôles entre État et marché a évolué dans le temps, il s'est fait à chaque fois dans l'intérêt du capital (voir dans la rubrique « Analyses » de ce numéro, Évelyne Ternant, « La « sainte alliance » de l'État et du capital »). Les marchés ont besoin d'un État, d'institutions pour fonctionner. Polanyi l'a très bien décrit dans *La grande transformation* lorsqu'il montre que la « société de marché » n'est pas née d'un développement autonome de marchés limités préexistants; elle résulte de décisions politiques qui ont créé trois marchés bien particuliers: celui de la terre, celui de la monnaie et celui du travail.

L'opposition entre État et marché est une approche biaisée du point de vue de la transformation progressiste de la société. Le retour à l'État, par le truchement d'une reprise de certaines activités, ou avec l'objectif de réguler des « excès du marché », sans qu'il y ait un changement radical des logiques économiques, ne permettrait pas de sortir de l'impasse actuelle. L'échec des politiques keynésiennes des années 1970-80, et l'impossibilité de les remettre en œuvre par les gouvernements de gauche des vingt dernières années, en sont la preuve.

Il s'agit donc de faire reculer la logique du profit pour la remplacer par une logique d'efficacité sociale, qui s'applique dans les entreprises de façon décentralisée, à l'opposé d'une planification étatiste qui fixerait à chacune des objectifs décidés centralement. Ces nouveaux critères doivent inciter à minimiser les coûts du capital en faisant de l'emploi et de la formation, du développement des capacités de créativité humaine une priorité. Alors que les êtres humains ne sont que des moyens au service du capital in-

vesti, il faut inverser la priorité et réduire l'investissement à un moyen au service des compétences humaines.

Au-delà des logiques économiques, il y a dans toute société des relations non économiques, dites « anthroponomiques », selon l'expression de Paul Boccard¹, qui sont d'ordre générationnel, culturel, psychique, et ont des effets sur les luttes concrètes,

Les leviers d'un changement de Logique économique

Reprendre le pouvoir au capital, c'est reprendre collectivement la main sur les masses d'argent que sont les profits, le crédit bancaire, les fonds publics pour les orienter autrement et répondre aux besoins sociaux et écologiques. Il n'y a pas unicité mais multiplicité des lieux où ce pouvoir sur l'argent s'exerce; entreprises, banques, institutions locales, nationales, européennes, au sein desquels les salariés et les citoyens doivent conquérir des pouvoirs d'intervention pour mettre en œuvre des mesures de dépassement des marchés capitalistes.

Dépassement le marché du travail

C'est l'enjeu majeur d'un changement de société: la crise actuelle du marché du travail ou coexistent un sous-emploi massif et des pénuries d'emplois, avec un rejet profond des conditions d'emploi actuelles, ne peut pas être surmontée dans le cadre du salariat capitaliste. Il est possible de construire une sécurité d'emploi ou de formation, avec garantie de revenu, c'est-à-dire une société sans chômage. C'est une réponse à la crise du travail aujourd'hui,

car elle permet de conjuguer liberté individuelle et efficacité sociale.

– **La liberté individuelle**, c'est choisir ses formations, son évolution de carrière, c'est ne pas être captif d'un emploi ou d'une entreprise, c'est au-delà de la formation professionnelle, se réserver des temps de formation pour soi, pour son épanouissement personnel.

– **L'efficacité sociale**, c'est mettre fin au gâchis humain du chômage, c'est développer une productivité fondée non pas sur la surexploitation et l'intensification du travail mais sur l'élévation des qualifications, la mobilité choisie et la libération des capacités créatives.

Comment cela peut-il fonctionner? Évidemment en réorganisant profondément toute la société – entreprises, banques, État, institutions politiques, services publics, avec:

– Le développement d'**un grand service public de l'emploi et de la formation** (refonte totale du service actuel) avec lequel chacun peut passer dès sa sortie d'études un contrat SEF.

– Des **créations massives d'emplois correspondant aux immenses besoins** de services publics, d'activités productives localisées dans le pays et de transformation écologique des productions.

– Une transformation radicale de la société, avec **des conquêtes de pouvoirs qui changent profondément les centres de décision, dans les entreprises, les banques, mais aussi dans les territoires pour construire démocratiquement le développement local souhaité par les citoyens**. C'est non seulement un impératif pour changer de logique économique, mais également une aspiration majeure des salariés aujourd'hui, qui ne supportent plus de ne pas maîtriser l'organisation de leur travail, ne pas déployer pleinement leur créativité et leur autonomie, ne pas être associés aux finalités de l'entreprise, à ses choix stratégiques, ou de faire un travail qui perd du sens par rapport à leurs convictions et valeurs.

La mise en place de la sécurité d'emploi ou de formation peut se faire par briques, secteur par secteur, à partir de luttes conscientes et gagnantes de sécurisation, qui feront reculer la précarité et la subordination, pour un dépassement progressif du salariat.

Dépasser le marché des biens et services

La production de biens et de services porteurs d'une valeur d'usage appelle au premier chef la mise en œuvre de nouveaux critères de gestion, dans un conflit radical avec la rentabilité capitaliste. Au lieu d'opérer les choix d'investissement, les choix techniques, les choix d'organisation de la production en fonction du taux de profit qu'on en attend, les nouveaux pouvoirs des salariés et de toute la société doivent viser à économiser le capital financier et matériel – donc à minimiser l'empreinte écologique de la production – pour pouvoir donner la priorité aux dépenses qui contribuent au développement des capacités humaines: emploi, formation, reconnaissance des qualifications...

C'est aussi dans cette perspective que s'inscrit le développement de **nouveaux services publics** dans les domaines de la santé, l'éducation, la culture, la sécurité, la protection sociale. C'est ensuite **assurer la maîtrise sociale et publique des entreprises stratégiques**, avec des nationalisations, pour développer des politiques cohérentes dans les secteurs clés tels que l'énergie, les transports, la pharmacie. **Il ne s'agit pas « d'étatiser », en gardant les mêmes logiques, mais d'en faire des modèles de gestion démocratique** incluant les salariés et les usagers: réaliser une appropriation publique et sociale.

Les conquêtes de nouveaux pouvoirs ne sauraient se limiter aux salariés « dans » les entreprises, car il s'agit aussi de prendre le pouvoir « sur » les entreprises. De nouvelles institutions territoriales de planification démocratique sont nécessaires, pour une expression démocratique, pluraliste des besoins économiques, sociaux et écologiques à l'échelle locale et régionale et un aménagement du territoire équilibré. Réunissant acteurs économiques (entreprises et banques), représentants des salariés, citoyens, élus, grands services publics, elles pourraient élaborer les besoins en emplois, formation, en transformations écologiques des productions, et s'adosser **à des fonds régionaux mobilisant des apports financiers venant des entreprises, des banques, des collectivités territoriales et de l'État**. Ces plans de développement décentralisés, définis démocratiquement, validés par les instances élues, seraient mis en cohérence à l'échelle du pays dans le cadre d'instances de planification nationale articulant des objectifs nationaux et les projets locaux, et réalisant les arbitrages nécessaires.

Dépasser les marchés financiers

C'est un point crucial **qui passe par la maîtrise du crédit bancaire grâce à la création d'un pôle public bancaire et à la nationalisation des grandes banques de dépôt**. La monnaie doit enfin devenir un bien commun géré dans l'intérêt populaire.

Dépasser le marché international

Des actions fortes sont indispensables. Bonjour pour réaliser des changements en Europe et dans le monde qui construisent d'autres relations économiques, financières et politiques que les dominations impérialistes. **Les institutions internationales actuelles sont profondément liées au capital multinational**. Pour les en dégager, les voies sont connues, entre autres: contraindre la BCE à financer les services publics, refondre le FMI pour stabiliser le système monétaire mondial, créer une monnaie commune mondiale et financer les biens communs mondiaux, inclure l'OMC dans l'ONU pour des échanges maîtrisés.

Les changements Lanthroponomiques

Il y a dans tout processus révolutionnaire des bouleversements qui ne sont ni économiques ni politiques mais concernent les relations humaines au sein de la famille, les domaines psychiques, culturels. **Il est très important de repérer les évolutions anthroponomiques**, qu'il s'agisse des effets générationnels ou des changements de valeurs car elles ont des effets sur les luttes concrètes. Elles donnent lieu à des mobilisations spécifiques dites « sociétales », et posent la question de leur articulation avec les luttes directes contre le capital.

Trois mouvements profonds sont à l'œuvre actuellement: le mouvement féministe, le rapport au travail des jeunes générations, et l'exigence d'un temps de retraite, c'est-à-dire un temps hors travail préservé. Ces trois mouvements peuvent devenir des accélérateurs puissants de l'émancipation humaine.

La force du mouvement féministe dans le monde est de nature à bousculer non seulement des régimes politiques théocratiques, comme en Iran, non seulement les relations intra-familiales, mais aussi **faire reculer les liens de subordination qui caractérisent le salariat**. La force acquise par la date symbolique du début du travail non payé des femmes² est révélateur de la lame de fond du mouvement.

Le rapport des jeunes générations au travail est lui aussi de nature à **accélérer les changements sur les lieux de travail**. Les dernières générations, dites Y et Z, ont des exigences fortes sur le sens du travail, ses finalités, l'ambiance au sein de l'entreprise, le degré d'autonomie qui leur est accordé, les perspectives de formation, la reconnaissance salariale. C'est ce qui expliquerait en partie les difficultés d'embauche actuelles dans certains secteurs, des démissions visibles (+ 20 % en 2021), aux démissions discrètes ou silencieuses du « *quiet quitting* », qui consiste à faire son travail juste assez pour ne pas se « faire virer ». Des phénomènes sociétaux qui montrent à quel point la mise en place d'une sécurité d'emploi ou de formation répond à la crise du travail devenu marchandise dans le capitalisme. **Il y a enfin cette exigence de voir préservé le temps de retraite en bonne santé**, celui qui permet un temps de liberté totale après une vie au travail, pour profiter pleinement du temps grand parental, pour mener des activités sociales, associatives, qui pâtissent déjà de l'allongement de l'âge de départ à la retraite³. **Le refus obsessionnel de voir augmenter le temps hors travail des vies humaines est révélateur des conceptions économicistes de la classe dominante, qui ne voit dans l'être humain que le vendeur de force de travail, à l'exclusion des considérations sur les activités familiales, culturelles, sociales, politiques, qui sont pourtant vitales pour faire société**. Là encore, on ne peut qu'apprécier l'intuition de Marx sur l'émancipation humaine, associée certes à un travail libéré de l'exploitation capitaliste, mais aussi et surtout à l'augmentation du temps hors travail qui appartient au « règne de la liberté », par opposition au temps de travail contraint qui, même émancipé, demeurera sous le « règne de la nécessité ».

Conclusion
Le processus de changement révolutionnaire passe par de multiples conquêtes de pouvoir décentralisées, partout où les besoins sociaux et écologiques sont contraints

et subordonnés à l'objectif prioritaire de valorisation du capital : dans les entreprises, les banques, les collectivités territoriales, des chantiers d'expérimentation alternative, sous la poussée des mobilisations sociales et citoyennes, peuvent faire avancer la société toute entière sur la prise de conscience et la faisabilité des transformations de la société.

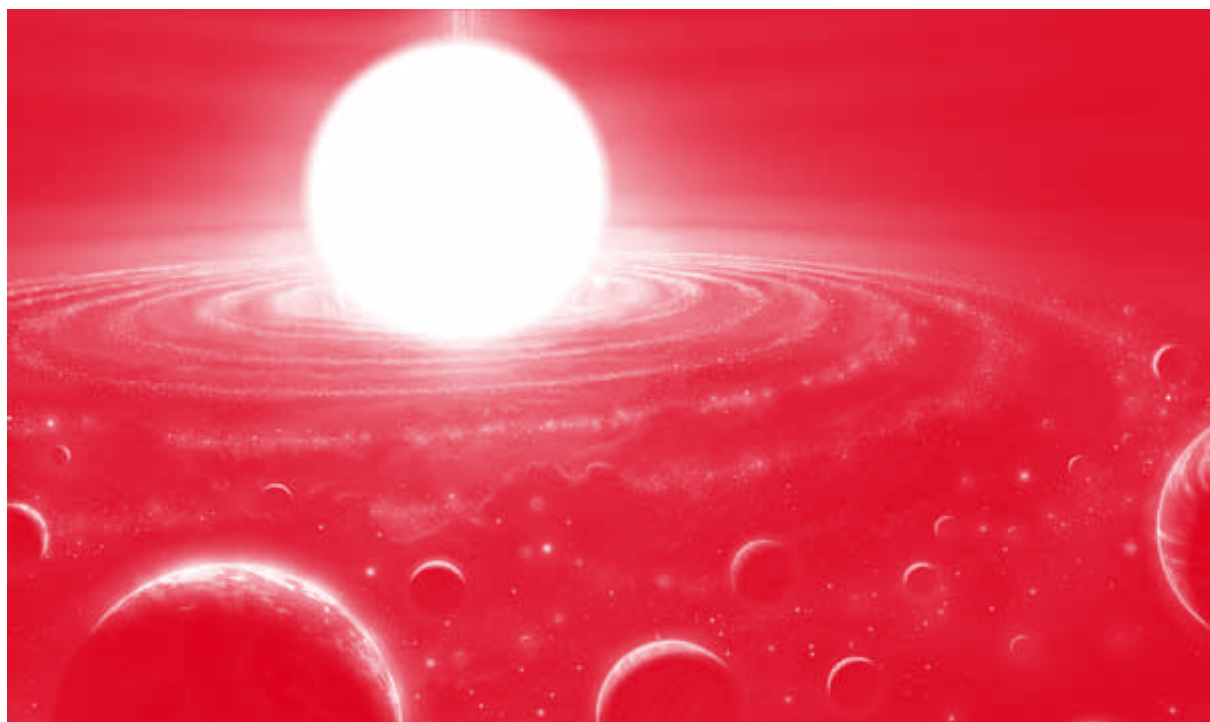
La nouvelle alliance entre l'État et le capital, celle d'un « sauve qui peut » qui soutient massivement le capital dans le suivisme de ses critères et délègue les fonctions économiques à l'Europe et aux régions, **confirme le bien-fondé d'une visée révolutionnaire autogestionnaire**.

La prise du pouvoir d'État ne saurait suffire à réaliser le dépassement du système capitaliste. Il est même possible qu'elle ne soit que l'aboutissement d'un processus qui aura commencé à la base, dans les conquêtes décentralisées, parce que d'une part les institutions politiques centrales sont verrouillées, et d'autre part la transformation révolutionnaire implique à la fois le soutien de l'État et le recul de ses pouvoirs exclusifs de décision. La prise du pouvoir au sommet pourrait n'être que le fruit mûr cueilli après une période de maturation mobilisant de larges pans de la société. C'est donc un **changement de perspective considérable par rapport aux courants dominants de la gauche qui ont toujours fait de la prise du pouvoir d'État l'alpha et l'oméga de leur projet politique**, pensant qu'il serait à même de corriger les dégâts du capitalisme tout en laissant au capital la gestion de l'économie. Le débat théorique et politique sur la question de la transformation économique et sociale est loin d'être achevé...

1. Ses derniers ouvrages développent particulièrement les relations anthropologiques, et montrent à quel point il est étranger à « l'économicisme » de certaines approches marxistes.

2. Pour le dernier en date, vendredi 4 novembre 2022 à 9 h 10.

3. Déjà un tiers de bénévoles en moins depuis les contre-réformes précédentes.



III ■ Le temps est venu d'un autre type de mondialisation : défis pour la théorie et les propositions

On trouvera ci-après le texte de l'intervention de l'auteur à la Cinquième conférence internationale Joé Martí pour l'équilibre du monde, du 24 au 28 janvier 2023 à La Havane.

Le besoin urgent d'une mondialisation radicalement différente pour une nouvelle civilisation

La mondialisation actuelle fait souffrir les hommes et la planète, elle apporte inégalités et monopoles, guerres économiques et guerres militaires. Mais ce n'est pas la seule possible. Un autre type de mondialisation est possible et nécessaire. Il ne s'agit pas du faux radicalisme de la « démondialisation » ou du « souverainisme ». Le monde a besoin de partage et d'action commune : du partage de brevets et de technologies pour fabriquer des vaccins, à l'action commune contre le réchauffement climatique, mais aussi au partage des informations sur la santé publique, sur les cyclones...

Il y a un besoin urgent d'une mondialisation totalement différente pour une nouvelle civilisation, une civilisation commune à toute l'humanité, une civilisation de partage, de paix et de développement de toutes les capacités humaines.

Il faut distinguer économie et anthroponomie.

L'économie est l'ensemble des activités de production et de reproduction de produits, matériels et immatériels (services). L'« anthroponomie » désigne les activités de génération et de régénération des êtres humains et de la société. Les deux sont sous-tendues par des conceptions conscientes communes. Dans notre société, l'économie est capitaliste et l'anthroponomie est celle du libéralisme.

Il y a des revendications anthroponomiques (comme une nouvelle forme de démocratie ou l'émancipation féministe) mais l'économie résiste.

Des changements économiques sont nécessaires à trois niveaux : objectifs, moyens, pouvoirs. (i) Les objectifs sont plus anthroponomiques, comme la démocratie, l'égalité, la coopération, l'écologie. (ii) Les moyens désignent les moyens financiers et la culture ; ils sont donc mixtes, économiques et culturels. (iii) Insister sur les pouvoirs, c'est in-

sister sur la nécessité d'une démocratie sur des moyens financiers avec des objectifs différents. Et il y a des critères qu'il faut voir comme transversaux à ces trois points, ils les relient, comme le font les critères de rentabilité financière dans le capitalisme.

Il faut aussi des changements anthroponomiques (comme le féminisme, une culture de paix, une culture de partage et de coopération). L'anthroponomie pourrait « déverrouiller » les changements économiques.

Crise

Il y a une crise profonde qui vient de la domination du capital et de sa logique sur tous les aspects de la civilisation. Je voudrais insister sur trois de ses causes.

– Première cause, les limites que le capital met à son propre développement : la suraccumulation du capital. La suraccumulation est un excès de capital. Non pas un excès par rapport aux besoins sociaux et aux exigences d'investissement pour ces besoins, mais un excès devant les exigences de profit pour atteindre un taux de profit suffisant. Quand un capital s'accroît en valeur, il a besoin de plus de profit sur la même production pour maintenir son taux de profit. Cela implique, en particulier, le chômage et la crise écologique.

– Deuxième raison : les réponses à la crise. Crise des réponses de droite : le néolibéralisme, toujours plus pour le capital et la marchandisation de tout. Crise des réponses de gauche qui ont deux versions : soit compenser et limiter le capitalisme ; soit imiter sa façon de produire, et agir principalement dans la répartition des revenus (« socialisme de rattrapage étatique et autoritaire »).

– Troisième raison : des changements profonds dans la civilisation. De l'intérieur du système capitaliste, de véritables révolutions objectives s'opèrent, mais sans révolution politique et sociale : la révolution informationnelle (technologique et sociétale), la révolution monétaire (la création monétaire est libérée de l'or), la révolution écologique, la ré-

volution militaire (avec les armes de destruction massive) et une révolution démographique et parentale (longévité, limitation des naissances, autres rapports entre les genres et les générations, etc.).

Ces révolutions objectives mettent en question la structure de la société et les consciences, qui résistent. Un peu de la même manière que la révolution industrielle s'est développée à partir du féodalisme avant qu'il y ait eu une révolution politique et sociale. Mais au-delà de la simple opposition entre « structure sociale » et forces productives, et de la focalisation sur les « structures », voire sur la propriété (publique ou privée), il s'agit de transformer les régulations elles-mêmes. Dans le capitalisme cela signifie s'attaquer radicalement à la régulation par le taux de profit, pour un autre type de régulation qui peut passer aussi bien par un changement des critères de gestion des entreprises ou d'utilisation des fonds que par un changement des types de correction (rotation emploi-formation-emploi, dans une sécurité de revenu, avec un développement des recherches, au lieu du chômage et du remplacement des emplois par des machines).

La révolution informationnelle et les Multinationales

La révolution informationnelle rend possible une nouvelle forme d'efficacité économique et sociale, une efficacité par le partage de l'information. Cela génère de nouvelles contradictions dans les multinationales et transforme leur mode de fonctionnement.

Pour comprendre cela, il faut partir de la caractérisation de la révolution industrielle. La révolution industrielle peut être caractérisée comme le remplacement de *la main du travailleur* manipulant l'outil par des machines-outils. La révolution informationnelle repose sur le remplacement de certaines activités du cerveau humain – les activités informationnelles – par des machines informationnelles (comme les ordinateurs) qui agissent sur l'information (la transforment, la transmettent, la reproduisent, etc.).

L'information, c'est, par exemple, la formule chimique d'un médicament tel que le paracétamol. Aujourd'hui, cette formule peut être incluse dans un programme, ou un ensemble de programmes, avec les spécifications pour le fonctionnement des machines qui fabriquent le médicament. L'information devient alors une information « agissante », qui agit directement sans médiation humaine¹. Cela change profondément les choses, à commencer par la relation entre l'homme et l'équipement matériel.

L'information a deux propriétés : la possibilité de la partager (l'essence de l'information est qu'elle peut être partagée à l'infini, contrairement à un produit matériel) et le rôle déterminant de l'humain dans son élaboration.

Il y a plusieurs conséquences importantes, qui sont autant de nouveautés fondamentales.

– Le travail sur l'information, sa manipulation, sa création, etc. prend une importance croissante, en qualité et en quantité ; cela s'exprime notamment dans la structure de l'emploi, dans le type de travail, ou dans un changement de la frontière entre travail ouvrier et travail intellectuel.

– Les dépenses pour les êtres humains, pour leur développement, deviennent déterminantes (pour développer l'information) contrairement au principe dominant du capitalisme en régime normal qui est de donner la priorité aux dépenses en capital et en équipement matériel. La formation, l'emploi et les services publics doivent devenir prioritaires, mais le monde capitaliste tout entier souffre d'une pénurie de travailleurs qualifiés et éduqués, et de l'austérité dans les services publics.

– Conséquence du partage, l'information a une (sous-) propriété d'ubiquité : elle peut être « ici » et « là » à la fois, contrairement à une machine. Il y a donc des coûts « globaux » pour une multinationale, comme les frais de recherche ou de développement, les coûts d'ajustement, etc., et des coûts « locaux », comme les coûts directs de production. Les multinationales d'aujourd'hui (les multinationales du temps de la révolution informationnelle) jouent toujours sur la différence entre les coûts globaux et locaux, et les opposent les uns aux autres.

– La logique des coûts est différente : les coûts de création de l'information sont très élevés, tout comme les coûts de recherche (R & D). Mais, une fois l'information créée (la formule du paracétamol par exemple), ces coûts fonctionnent comme des coûts fixes qui peuvent être partagés et donc divisés. Les multinationales d'aujourd'hui (les multinationales de la révolution informationnelle) utilisent cette propriété pour partager les coûts dans les réseaux géants de leurs filiales mais avec la logique du capital. Par exemple, les multinationales étendent leurs réseaux pour partager les coûts mais achètent des entreprises et/ou des technologies sur le marché financier. Ainsi, ce qu'elles gagnent en efficacité, en raison du partage des coûts, elles le perdent, et plus encore, dans les dépenses engagées pour acheter de la technologie ou des entreprises sur le marché financier. C'est une nouvelle contradiction qui alimente une course sans fin et une crise d'efficacité des multinationales, avec une hausse du coût du capital.

– Les multinationales transfèrent des valeurs, effectuent un drainage de valeur sur les pays où elles sont implantées. L'impérialisme est triple :

- Monopole de la technologie.
- Drainage de la valeur et de la richesse (y compris les ressources naturelles) sur les pays.
- Monopole du capital sur l'utilisation de l'argent et du crédit pour se développer : mais le développement des multinationales, c'est autre chose que le développement des peuples, tant ceux du Sud que ceux du Nord.

Le drainage de valeur (royalties, services d'information, services de gestion, services financiers, dividendes et autres revenus des investissements directs à l'étranger) peut être résumé sur une carte qui est un élément de la carte de l'impérialisme : la ponction se fait sur 181 pays (chiffre négatif, en blanc ou clair) en faveur de l'économie de 19 pays (chiffre positif, noir ou gris foncé) (graphe ci-contre).

Je voudrais insister sur le monopole de l'usage de l'argent. Il s'agit du monopole patronal et des critères du capital, de sa culture, de l'utilisation de l'argent dans les entreprises et par les entreprises : utilisation du profit, du crédit bancaire et des aides publiques.

Il y a besoin non seulement d'une nouvelle répartition des richesses en tant que répartition des revenus, mais aussi d'une utilisation différente des richesses dans la production elle-même, pour une autre production, une autre activité économique, sociale et écologique. L'utilisation de l'argent est la plus importante car elle signifie : un autre travail, un autre travail et une autre production. C'est d'abord le principal moyen de rendre viable et durable une autre répartition des revenus.

Deuxièmement, c'est le moyen de modifier les richesses réelles produites, voire les technologies, pour les faire correspondre à des besoins sociaux et environnementaux.

La question majeure, c'est donc celle des critères de gestion des entreprises et de l'utilisation de tous les fonds. Ainsi, il faut (i) aller dans le sens d'un partage mondial des technologies et de leur utilisation (ii) briser le monopole



du capital et des employeurs sur l'utilisation des moyens financiers, qui est un monopole de pouvoir et un monopole des critères (rentabilité financière), à chaque niveau (des entreprises jusqu'aux organisations internationales). Cela dessine la perspective d'une autre mondialisation et non d'une fermeture des nations, une mondialisation du partage pour toute l'humanité, du partage des richesses, des pouvoirs et des savoirs.

Propositions et changements pour une autre mondialisation

Trois domaines apparaissent décisifs : les multinationales, le dollar, les institutions internationales.

Multinationales

- Nouveaux types de traités internationaux de commerce et d'investissement.
- Les traités actuels ont pour objectif explicite plus de commerce international en soi, plus d'investissements internationaux en soi¹. Ils ont donc trois aspects : (i) le principe, faciliter l'investissement et le commerce international avant tout, (ii) les mesures visant à protéger « l'investisseur », son rendement (= son profit), à faciliter les « transferts » (= drainages de valeur) (iii) les organismes communs ou supranationaux de règlement des différends. Tout est donc évalué sur le principe de l'accroissement et de la facilitation des échanges et des investissements internationaux, de la protection des profits.
- L'idée serait d'établir des traités de maîtrise du commerce international et les investissements pour le développement commun de l'emploi et des biens communs. Le principe serait de développer l'emploi et les biens communs. Ainsi, le commerce international ou les investissements internationaux seraient soutenus s'ils développent de l'emploi et/ou des biens communs (santé, environnement, etc.). C'est une logique juridique où les

moyens et les objectifs seraient inversés, le commerce international et l'investissement deviendraient des moyens et non des objectifs.

L'établissement de nouveaux types de traités internationaux serait une étape très importante pour changer le rapport de force avec les multinationales capitalistes, et pour que les multinationales travaillent différemment et développent les pays et les peuples. Mais, il faut aussi (dans les traités et/ou au sein des multinationales) :

- Des règles de coopération et de partage *versus* des règles de concurrence (par exemple, changer les principes de la propriété intellectuelle pour un partage des technologies, ou au sein des multinationales instaurer des règles de partage de la charge de travail).
- Des droits d'intervention des travailleurs et de la société civile sur les entreprises et leurs décisions, avec droit d'imposer des projets alternatifs de production, d'investissement et/ou de recherche. Cela exige le droit d'accès à l'information et le droit de mobiliser le crédit public.

Le dollar et la revendication d'une monnaie mondiale commune différente

La domination du dollar sur le monde entier est énorme. Mais ce n'est pas seulement une monnaie d'échange. C'est aussi, et c'est plus important, une monnaie de crédit, et une monnaie qui attire des capitaux du monde entier. Elle renforce ainsi la puissance des États-Unis, de leur capital et non de leur peuple.

Il y a besoin d'une monnaie mondiale commune alternative au dollar. Une monnaie commune de crédit pour les services publics et de crédit bancaire pour les investissements, avec des critères de développement de l'emploi et de production efficace et écologique.

C'est possible à partir des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI). Par exemple, le FMI attribuerait des DTS à un taux faible (ou négatif), en fonc-

tion de la population des pays, aux banques centrales pour financer le développement des services publics et pour refinancer le crédit bancaire à un taux d'autant plus réduit que les investissements développent davantage l'emploi et l'efficacité et la production écologique.

On peut commencer au niveau de régions du monde, ou entre régions du monde (Europe/Amérique latine et Caraïbes, ou Chine/Amérique latine et Caraïbes).

Nouvelles institutions démocratiques

Il y a besoin de nouvelles institutions, démocratiques, de partage ainsi que d'institutions de contrôle de l'utilisation de l'argent et de la réalisation des objectifs. Il faut aussi une profonde réforme des institutions déjà existantes :

– Une profonde réforme du FMI : sa démocratisation, avec un rééquilibrage des droits de vote des pays en fonction de leur poids dans la population mondiale, et avec la suppression du veto (*de facto*) des États-Unis.

– Une profonde réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui devrait s'appuyer sur un changement de sa mission : au lieu d'être chargée de garantir une « concurrence libre et non faussée », l'OMC pourrait être chargée de coopérer et de la maîtrise (gérer/contrôler) du commerce mondial pour le codéveloppement. Cela impliquera également des règles de partage des technologies (l'OMC est actuellement chargée des droits de propriété intellectuelle) et de développement des biens communs.

Le blocus de Cuba est, d'une part, un monopole maximal sur les technologies, les produits, les matières premières et sur les voies de transport exercé par le capital étatsunien et ses multinationales. S'il s'applique aussi largement, c'est d'autre part à cause du monopole du dollar sur le système monétaire et financier mondial. Ainsi, ce blocus est comme l'expression maximale du déséquilibre du monde : en cela, il concerne tous les pays.

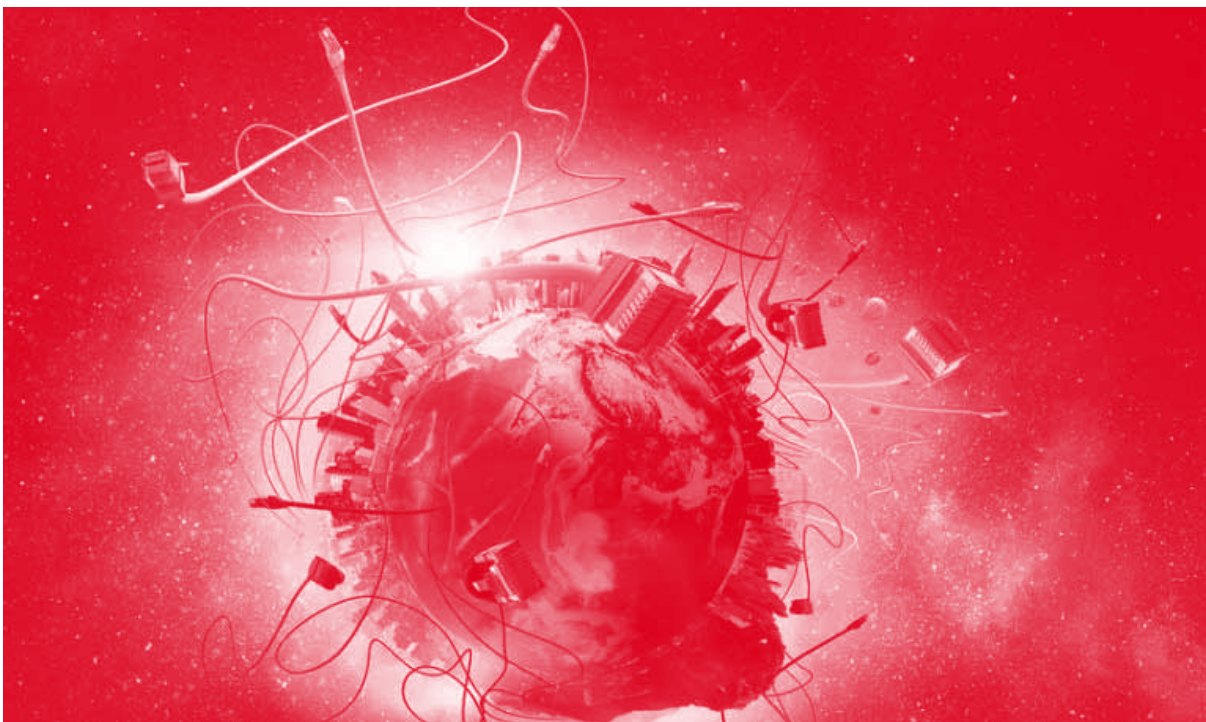
Mais changer les institutions qui existent déjà ne suffit pas. Il y a également besoin de nouvelles institutions. En parti-

culier, il y a besoin de nouvelles instances pour suivre les multinationales, ce qu'elles font, et pour suivre les nouveaux types de traités de commerce et d'investissement, avec la participation de travailleurs de différents pays. Ces instances devraient s'appuyer sur les services publics nationaux, et au niveau international il faudrait un service public global, et/ou une coordination entre les services nationaux, sous l'égide de l'ONU, en lien avec la nouvelle prise de conscience de l'évasion fiscale, qu'il faudrait étendre au rôle plus large des activités des multinationales, ou à leur contribution à la réalisation des « Objectifs du Millénaire ».

Conclusion

Tout cela peut paraître difficile. Mais le monde est à la croisée des chemins, à la recherche de nouvelles règles et de solutions viables face à des défis extraordinaires. L'ancienne logique est remise en cause de toutes parts. Nous vivons l'échec néolibéral qui se transforme en une intervention publique inédite... mais en faveur du capital (création monétaire massive par les banques centrales, ou subventions publiques massives aux entreprises, comme les 400 trillions de dollars du plan IRA aux États-Unis). Et il ne peut y avoir de retour aux solutions du passé (solutions keynésiennes de la social-démocratie ou solutions de type soviétique). Elles n'étaient pas viables. On ne peut pas non plus se contenter de limiter le néolibéralisme. Il y a une opportunité et une nécessité historique pour construire des revendications et des combats communs à travers le monde, dans la lignée d'une nouvelle culture de paix, d'humanité, du bien de tous, avec tous, comme le soutenait José Martí !

1. L'information existait avant, quand la formule n'apparaissait que dans des documents papier et dans le cerveau des scientifiques, ingénieurs, etc. Mais c'était une information séparée de l'équipement, et non pas agissant directement, et elle était non transformable par l'équipement.



IV. Socialisme et communisme (en même temps) : une question de régulation économique et de régime politique

S'interroger sur le terme de « socialisme », c'est s'interroger sur le chemin susceptible de conduire de l'état de choses existant à une société communiste. Cet article expose un point de vue sur ce sujet dans le contexte des débats préparatoires au 39^e congrès du PCF.

À chaque congrès du Parti communiste français resurgit le débat entre le socialisme comme étape entre capitalisme et le communisme et l'idée d'un « communisme déjà-là » ou de « déjà-là communistes »¹. Le texte soumis aux amendements des communistes à l'occasion du 39^e congrès esquisse le débat en proposant le « communisme comme visée historique et comme chemin de lutte ». Dans le même temps, sans jamais relever le terme de socialisme, abandonné depuis le 26^e congrès, le texte définit le communisme comme « s'opposant radicalement au capitalisme » et « comme le dépassement des nations, de l'argent, de l'État ». Quant aux grands conquies sociaux, à commencer par la Sécurité sociale, ceux-ci sont qualifiés de « progrès vers du communisme ». Cela pose deux questions :

1. Ces « progrès vers le communisme » ne sont-ils que des réformes sociales rendant le capitalisme plus « humain » ou bien sont-ce les ferments d'un autre système, subvertissant le capitalisme ?

2. Est-on condamné à rester dans le capitalisme, jusqu'au moment où quelque chose de radicalement opposé sera advenu ou y a-t-il une phase intermédiaire qui sans être du communisme n'est plus du capitalisme et répond à l'urgence de la situation ?

Cet article argumente que nous avons besoin d'une définition précise de la société émergente de la rupture avec le capitalisme qui est encore marquée par celui-ci et n'est pas la société sans classe, sans argent et sans État. Nous devons être capables de présenter les grandes lignes de cette future société et d'expliquer à la fois pourquoi cette société

socialiste (puisque c'est le terme que la tradition a donné à cette phase) n'est pas encore pleinement du communisme mais contient suffisamment d'éléments déjà communistes pour former un ensemble avec la future société communiste pleinement développée.

Pour cela, nous montrerons (1) que le communisme/socialisme naissent dans le capitalisme et que le communisme balbutiant porte encore tellement les stigmates du capitalisme qu'il appelle un autre terme pour prendre en compte cet encore-là capitaliste. Inversement, nous reviendrons (2) sur les thèses d'un déjà-là communiste dans le capitalisme pour montrer qu'il s'agit davantage d'un déjà-là socialiste car si le régulateur de ces éléments post-capitalistes n'est plus le profit, il n'est pas non plus pleinement communiste, à quelques exceptions notables.

Nous approfondirons ensuite cette question pour montrer (3) que le socialisme et le communisme sont deux modes de production aux régulateurs économiques différents mais (4) unis par un même régime politique, pleinement démocratique, qui entraîne, dès les premiers jours du socialisme, un dépérissement de l'État par la substitution révolutionnaire de nouvelles institutions à celles en surplomb de l'État bourgeois. Nous esquissons enfin (5) de quelle manière notre projet de sécurité d'emploi et de formation, pleinement développé, s'inscrit dans ce mouvement et constitue une alternative socialiste adaptée à la France, tout en enclenchant le dépérissement révolutionnaire de l'État préfigurant le communisme pleinement développé.

Le communisme comme mouvement prenant racine dans les crises du capitalisme

Le communisme est souvent défini suivant la formule des jeunes Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande* comme « le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses »². « L'état actuel des choses » est évidemment les rapports sociaux de production capitalistes, mais aussi toutes les formes de domination dont se nourrit le capitalisme mais qui ont leur propre dynamique, comme le patriarcat, le racisme, etc. Le communisme est le mouvement (organisé) qui abolit toutes ces formes de domination par la lutte des communistes. Il est aussi « le mouvement réel », c'est-à-dire le mouvement de reproduction élargie de l'accumulation du capital qui, en se répétant, tend à abolir l'état (capitaliste) des choses.

Le communisme naît donc dans le capitalisme, de la reproduction de son mouvement d'accumulation qui génère des contradictions toujours plus importantes. Celles-ci entraînent des crises. Le dépassement momentané de ces crises éloigne de plus en plus le capitalisme de son fonctionnement fondamental.

Le capital ne peut faire face à la baisse tendancielle du taux de profit qu'en se concentrant. Ces concentrations du capital prennent aussi la forme de destruction de capital. Chaque fusion d'entreprises est en effet l'occasion de la recherche de « synergies », c'est-à-dire de chasse aux doublons et de la suppression des capacités productives ou administratives surnuméraires.

La première crise d'accumulation du capital que Marx a pu observer à la fin de sa vie a conduit à une telle concentration du capital que la concurrence a largement disparu dans de nombreux segments au profit de grands monopoles s'entendant. La seconde grande crise d'accumulation, celle du début du ^{xx}e siècle qu'a notamment analysée Lénine, a d'abord donné naissance à la colonisation puis, quand celle-ci s'est essouffée et que la baisse tendancielle du taux de profit a repris sa course implacable, aux concentrations du capital sous l'égide de l'État mais au service des intérêts des capitalistes (ou en tout cas de ses capitalistes nationaux), ce qui s'accélère au cours de la Première Guerre mondiale.

De manière latente, on assiste à une tendance à la socialisation du capital, de sorte que s'accroît la contradiction entre les forces productives, de plus en plus socialisées, et les rapports sociaux de production qui, eux, restent fondés sur la propriété privée de moyens de production. Ainsi, le capitalisme monopoliste d'État classique, tel qu'analysé par Lénine, est « un pas vers la réglementation de toute la vie économique d'après un certain plan d'ensemble, un pas vers l'économie du travail national afin de prévenir son gaspillage insensé par le capitalisme. »³

C'est au sein du capitalisme monopoliste d'État que naît la « société communiste », mais comme le note Marx « non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. »⁴ Ainsi, le communisme naissant est encore du capitalisme monopoliste d'État et même un capitalisme d'État total où la propriété de l'ensemble des moyens de production est transférée à la collectivité. C'est là l'importance des nationalisations qui arrachent la propriété aux capitalistes. Relevons toutefois que ce geste n'implique pas né-

cessairement que la gestion des entreprises soit étatisée et non socialisée.

Notons aussi que dans le cas des pays économiquement arriérés comme l'étaient la Russie ou la Chine au moment de leur révolution, le capitalisme était encore balbutiant et non à son stade monopoliste d'État. Le premier devoir des communistes de ces pays a donc été de prendre en charge les fonctions du capitalisme monopoliste d'État, mais à d'autres fins que la distribution du profit à une classe capitaliste. Dans le cas soviétique ou chinois, une première phase du socialisme visant au développement des forces productives du capitalisme monopoliste d'État a précédé la première phrase du communisme (socialisme) qui est le capitalisme monopoliste d'État réorienté à d'autres fins grâce à la prise du pouvoir d'État.

Remarque sur le capitalisme monopoliste d'État social français et ses éléments de socialisme déjà-là

La forme historique qu'a pris le capitalisme monopoliste d'État en France dans l'après-guerre rend les choses encore plus complexes. Sous l'impulsion du PCF et de la CGT, celui-ci prend un tour social les grandes entreprises publiques sous statut d'EPIC et non-étatiste avec la gestion par les intéressés de la Sécurité sociale assise sur des cotisations sociales⁵.

Les grandes entreprises monopolistes de service public font que le capitalisme monopoliste d'État français comporte déjà des îlots de socialisme. Le statut d'EPIC leur garantit une certaine autonomie vis-à-vis de l'État et leur fixe d'autres critères de gestion que ceux qui visent la maximisation du taux de profit. Leur statut les place en dehors du régulateur fondamental des entreprises capitalistes, même si la gestion quotidienne de ces entreprises demeure largement étatisée et insuffisamment socialisée.

Quant à la Sécurité sociale, elle est dans son esprit largement non-étatique, même si l'absence de droit pour les gestionnaires élus de fixer les taux de cotisation a donné dès le départ le dernier mot à l'État⁶. Mais même à considérer son esprit, cela suffit-il pour autant à en faire un élément de « communisme déjà-là » ?

Oui et non. Certes, la Sécurité sociale est une institution non-étatique, préfigurant une alternative communiste à l'État mais son critère de gestion, s'il n'est plus capitaliste, n'en est pas pour autant pleinement communiste. En effet, le régulateur fondamental du communisme est le bien connu « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »⁷. Or, si ce principe est plus ou moins celui qui régit la branche maladie, ce n'est pas le cas pour la branche vieillesse qui est le plus souvent évoquée comme celle préfigurant un salaire délié de la production⁸, une « garantie économique universelle »⁹ permettant la satisfaction des besoins sociaux.

Dans ce cas, force est de constater que le principe reste contributif. Certes pas directement contributif (on ne reçoit pas la somme cotisée), mais sur la base d'un calcul dont la logique repose sur une forme d'égalité dans la contribution. La personne partant à la retraite fait valoir son droit à une certaine fraction de son dernier salaire (plus précisément : la moyenne des meilleures années). Pour une personne atteignant l'espérance de vie moyenne, cela correspond à une somme très supérieure à ce qu'elle a cotisé. Mais cette somme est couverte par les cotisations versées par les travailleurs et les travailleuses en activité sur la base d'un taux de cotisation égal à celui de la personne faisant valoir ses droits. Dit de manière rigoureuse : le fonctionnement de

la Sécurité sociale est contributif car une classe d'âge reçoit la même proportion de la valeur produite à l'instant t que la proportion de la valeur qu'elle-même a produite en t-n qu'elle a elle-même cotisée.

Socialisme et communisme : deux modes de production ou deux phases ?

Il y a donc dans le capitalisme des éléments déjà post-capitalistes. Grâce aux luttes sociales, une minorité d'entre eux peuvent être dits « socialistes » (et dans de très rares cas « communistes »). Mais la majorité d'entre eux sont seulement latents, comme la socialisation des forces productives qui ne devient pleinement post-capitaliste que quand les rapports sociaux de production et de propriété cessent d'être capitalistes.

Imparfaitement « communistes », ils correspondent à ce que Marx qualifiait de « première phase du communisme »¹⁰ dans laquelle les travailleurs et travailleuses participant à la production collectivement décidée, reçoivent la part de la valeur qu'ils ont créée, c'est-à-dire que le partage est encore inégal, mais juste au sens où il est « proportionnel au travail fourni » et donc débarrassé des parasites capitalistes ponctionnant la valeur produite sans participer au travail commun. Comme l'écrit Marx, « ce droit égal [de tous les travailleurs et travailleuses dans la première phase du communisme] est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre ; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels ». Cette « première phase du communisme » est tellement différente du communisme pleinement développé que la tradition postérieure à Marx lui a donné un nom distinct, celui de « socialisme ».

Si les régulateurs sont si différents pourquoi Marx parle-t-il dans *La Critique du programme de Gotha* de « deux phases » et non pas de deux « modes de production », l'un « socialiste » et l'autre « communiste » ? Nous voyons deux raisons à cela.

La première raison est que de même que se développent dans le capitalisme des éléments déjà post-capitalistes, généralement latents, parfois « socialistes » voire « communistes », se développent dans la première phase du communisme les éléments pleinement communistes qui s'étendent peu à peu. Ces principes « pleinement communistes » sont en effet l'extension des « défalcons » qui sont faites par la société avant partage de la valeur entre les travailleurs et les travailleuses. Ces défalcons sont souvent considérées comme des détails techniques, alors qu'elles constituent le cœur du raisonnement de Marx dans *La Critique du programme de Gotha*.

En effet, on soustrait d'abord à la valeur revenant aux travailleurs et aux travailleuses ce qui est nécessaire « au remplacement des moyens de production usagés »¹¹, « pour accroître la production » et pour constituer « un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc. », mais aussi « ce qui est destiné à satisfaire les besoins de la communauté » comme les « écoles, installations sanitaires, etc. », « les frais généraux d'administration qui sont indépendants de la production » et « le fonds nécessaire à l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler, etc., bref ce qui relève de ce qu'on nomme aujourd'hui l'assistance publique officielle. » Bref, on retire ce qui est nécessaire aux investis-

sements productifs, aux services publics et à la Sécurité sociale pour le dire en des termes contemporains.

La seconde raison tient à ce que la rupture entre le capitalisme pleinement développé, à son stade monopoliste, le socialisme et le communisme ne sont pas des ruptures franches. Pour être plus précis, la rupture entre le capitalisme et le socialisme/communisme est nette politiquement (l'État est pris et radicalement transformé) mais la rupture économique l'est moins dans un premier temps (les monopoles continuent d'exister mais sans prélèvement capitaliste). Inversement, la rupture entre le socialisme et le communisme n'est pas d'ordre politique (l'État dépérit dès la rupture avec le capitalisme par la création de nouvelles institutions pleinement démocratiques) mais bien économique (le régulateur fondamental n'est plus le même).

L'État, différence majeure ou facteur d'unité entre socialisme et communisme ?

Ce point de vue peut paraître iconoclaste¹², tant on a pu faire du socialisme un mode de production « s'opposant radicalement au capitalisme » mais où l'État demeurerait central, son dépérissement étant remis à un futur lointain. Il nous semble pourtant découler de l'analyse même du développement des contradictions du capitalisme et avoir été clairement démontré par Marx et Lénine.

Il nous semble que le raisonnement demeure valide tant le capitalisme demeure un capitalisme monopoliste d'État. Ce terme ne doit en effet pas nous tromper. La privatisation des grandes entreprises publiques n'a pas mis fin à l'entrelacement de l'État et du capital, bien au contraire. La multiplication des aides publiques aux entreprises qui dépassent désormais les 200 milliards d'euros, soit 8 % du PIB constitue une nouvelle forme de dévalorisation du capital¹³. En effet, l'État paie les investissements des entreprises privées sans demander le moindre retour. Le coût réel de l'investissement pour les capitalistes est donc diminué de ce qui accroît mécaniquement leur taux de profit. L'accent que met le Parti communiste sur « reprendre le pouvoir sur l'argent » renvoie en dernière instance à une analyse des transformations du capitalisme monopoliste d'État et la nécessité de réorienter ces sommes prodigieuses (et celles de la création monétaire passant par les banques) à d'autres fins que le taux de profit.

En effet, ce capitalisme monopoliste d'État, en tant que résultat du mouvement interne du capitalisme, est un moment du « mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses ». Poussé jusqu'au bout, il est « l'antichambre du socialisme ». Pour Lénine, il cesse d'être du « capitalisme monopoliste d'État » et devient du « socialisme », « si l'on est en régime démocratique révolutionnaire », c'est-à-dire si l'État est dans les mains « de la population et, en premier lieu, des ouvriers et des paysans », « car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'État. Ou encore : le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'État mis au service du peuple entier et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste. »¹⁴

Néanmoins comme il le précise dans l'un de ses derniers textes, répondant à Boukharine (et par avance à Trotski qualifiant l'Union soviétique de « capitalisme d'État ») : « lorsque nous disons « État », cet « État », c'est nous, c'est le prolétariat, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière. Le capitalisme d'État est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes, ce capitalisme d'État est rattaché à l'État, mais l'État, ce sont les ou-

vriers.»¹⁵ La première phase du communisme ressemble donc à du capitalisme monopoliste d'État, mais d'un État qui change de mains, met en place de nouveaux critères de gestion obéissant à un nouveau régulateur et, en fait, d'un État changé, car celui-ci n'est plus extérieur à la société, un instrument d'oppression au service de la classe bourgeoise. L'État est transformé.

Aux institutions bourgeoises qui organisent la séparation de l'économique et du politique, qui organisent la délégation du pouvoir à des professionnels de la politique, doivent succéder de nouvelles institutions assurant la participation souveraine des travailleurs et des travailleuses. C'est en ce sens que Lénine peut écrire la formule en apparence contradictoire en disant que le socialisme, c'est « le capitalisme d'État en régime communiste »¹⁶. Le mode de régulation n'est pas encore pleinement communiste, la socialisation des forces productives repose sur la forme spécifique qu'elle a prise dans le capitalisme monopoliste (le capitalisme d'État), mais l'État est déjà déperé, car il est remplacé par de nouvelles institutions.

La sécurité d'emploi et de formation, un projet de socialisme à la française portant en germe son dépassement communiste

C'est dans ce cadre léniniste que s'inscrivent les travaux de Paul Boccara sur le capitalisme monopoliste d'État¹⁷ d'abord, puis sur les critères de gestion¹⁸ qui sont une des modalités cruciales de ces « bornes » dont parle Lénine, bornes qui changent la nature même du capitalisme monopoliste pour en faire autre chose que du capitalisme. C'est aussi d'une réflexion sur les limites évidentes sur lesquelles a fini par butter l'expérience léniniste que le Parti communiste a adopté le projet de Sécurité d'emploi et de formation comme une alternative démocratique et dynamique à la planification centrale de l'Union soviétique.

Dans sa forme pleinement développée, celle-ci lie la formation des travailleurs et des travailleuses aux investissements qui vont créer de nouveaux emplois, investissements qui sont décidés souverainement dans de nouvelles institutions. Dans les entreprises, les comités d'entreprise disposeront d'un droit de proposition pour de nouveaux investissements, car ce sont eux qui connaissent le mieux leur entreprise. Les conférences locales pour la formation et l'investissement, composées d'élus et de représentants syndicaux, arbitreront entre les divers projets soumis par les comités d'entreprise et des projets de création de nouvelles entreprises qui leur semblent nécessaires pour répondre aux besoins sociaux démocratiquement déterminés. Pour éviter la concurrence entre territoires, ces investissements se feront sous la coordination de conférences régionales et d'une conférence nationale.

Ces nouvelles institutions préfigurent, à côté de celles de la Sécurité sociale, l'alternative à l'État bourgeois que nous proposons. En ce sens, elles s'inscrivent dans un « régime communiste ». Néanmoins, le mode de régulation n'est pas encore pleinement communiste. Il vise certes à répondre aux besoins sociaux démocratiquement déterminés mais répond à un principe contributif car le revenu des travailleurs et des travailleuses est proportionnel à leur contribu-

tion à la production permettant de satisfaire les besoins sociaux démocratiquement déterminés.

Notons d'ailleurs que cette définition ne réduit pas la production à la seule production de biens et de services marchands, mais intègre aussi les travaux d'éducation, de soin, etc., voire les travaux dits reproductifs. La liste des activités reconnues comme répondant à des besoins sociaux et donc rémunérées n'est pas limitée *a priori* et dépend des choix démocratiques. S'occuper d'un parent malade, par exemple, peut tout à fait être considéré comme une activité répondant à un besoin social démocratiquement reconnu. Ou non car la société a estimé que les métiers du soin doivent être assurés hors de la famille, par des professionnels formés et a investi dans la formation de ces professionnels. Le choix n'est pas *a priori* et c'est sur ces choix que porteront les débats dans le système que nous proposons.

1. Je reprends ces deux expressions à Lucien Sève et à Bernard Friot, sans discuter ici les différences importantes entre ces deux auteurs et les différences entre ces deux concepts.

2. K. Marx et F. Engels, *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 2012.

3. Vladimir I. Lénine, *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, dans *Œuvres complètes*, Paris, Éditions sociales, 1957 [première publication 1917], vol. 25, p. 389.

4. Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Éditions sociales, 2008 (première publication en allemand : 1873).

5. Kevin Guillas-Cavan, « La gestion des caisses de retraites et du système de Sécurité sociale : raviver l'idéal d'autogestion par les intéressés-es », *Économie & politique*, n° 778-779, mai-juin 2019, p. 41-44.

6. *Ibidem*.

7. Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, op. cit.

8. Voir par exemple, Bernard Friot, *L'Enjeu des retraites*, Paris, La Dispute, 2010.

9. Frédéric Lordon, *Figures du communisme*, Paris, La Fabrique, 2021.

10. Toutes les citations de ce paragraphe sont tirées de Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, op. cit.

11. *Ibidem*.

12. Loin de l'être pourtant, une argumentation similaire avait déjà été développée par Louis Althusser dans « Qu'est-ce qu'un mode de production », dans *Écrits sur l'histoire*, Paris, Presse universitaire de France, p. 127-186.

13. Aïmane Abdelsalam et alii, *Un capitalisme sous perfusion*, Rapport CGT-IRES, Noisy-le-Grand, mai 2022.

14. Vladimir I. Lénine, *La Catastrophe imminente*, op. cit.

15. Vladimir I. Lénine, *Rapport politique du comité central du P.C. (b.) R. au XI^e congrès du P.C. (b.) R.*, dans *Œuvres complètes*, Paris, Éditions sociales, 1963 [première publication 1922], vol. 33, p. 293.

16. *Ibidem*.

17. Paul Boccara, *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, Paris, Éditions sociales, 1973.

18. Paul Boccara, *Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères*, Paris, Éditions Sociales, 1985.

V ■ Le projet communiste et les jeunes au XXI^e siècle

Le capitalisme brise les rêves et les aspirations de la jeunesse. La quête de la rentabilité du capital transforme la formation en tri social, l'emploi en précarité, et l'accès aux loisirs en luxe. Quant au projet communiste pour la jeunesse, il ambitionne le droit réel à construire sereinement son avenir, pour soi-même et pour la société.

Une formation pour le libre développement des individus et la transformation de la société

Ces dernières années ont vu se développer une série de contre-réformes visant à aggraver le caractère sélectif du système éducatif français. La plateforme Parcoursup en est évidemment la figure de proue, en rendant sélectif l'accès à toute formation publique de l'enseignement supérieur. Une besogne dont s'occupera désormais sa jumelle « Mon Master » pour les études après la licence. De manière concomitante, la réforme du baccalauréat conduite par Jean-Michel Blanquer a, elle, conduit à une hyperspécialisation des jeunes, ceux-ci étant sommés de constituer des paniers de formation « à la carte », abandonnant ainsi des disciplines du tronc commun dès l'année de première. La réforme de l'enseignement professionnel combattue par les professeurs promettait de parachever cette œuvre en enfermant les jeunes dans des formations reposant essentiellement sur des stages et sur des contenus taillés pour répondre aux besoins immédiats du marché.

Dans chacune de ces réformes, on retrouve une volonté commune : envoyer toujours plus tôt et souvent par défaut les jeunes dans des parcours non choisis, et pour lesquels il devient de plus en plus difficile de revenir en arrière. Évidemment, ce sont les enfants des classes populaires qui subissent le plus la sélection à l'université, autant que les orientations forcées et les formations professionnelles vendues au patronat.

Le projet des jeunes communistes, lui, est tout autre. À cette sélection qui brise les rêves et les aspirations, il nous faut opposer le libre développement des jeunes et le choix de sa formation et de son avenir.

L'orientation ne doit plus être pensée comme une manière de gérer un flux d'élèves devenus trop nombreux pour être accueillis dans une université mise en lambeau par les libéraux. Elle doit, au contraire, permettre à chaque jeune de réfléchir tout au long de sa scolarité, dès le collège, et de manière régulière, aux formations et métiers de ses rêves. Au-delà des nécessaires recrutements de conseillers d'orientation, c'est la réussite de chaque élève qui doit être au cœur de la mission du système éducatif afin de répondre à cette promesse. Cela passe alors par un allongement du temps

d'étude nécessaire à la construction d'une culture littéraire, scientifique, artistique, technique, civique, sportive et des conditions d'apprentissages optimales (nombre d'élèves par classe, formation des professeurs...).

Ce chantier doit être mené de pair avec un système éducatif unifié autour d'un tronc commun fort, qui ait la même ambition pour chaque jeune. Si nous voulons que chacun puisse choisir librement entre une formation professionnelle, une formation générale ou technologique, il faut mettre fin à la hiérarchie entre disciplines dites « techniques », « manuelles » et « intellectuelles ». Permettre à toutes les compétences, à tous les savoirs d'être valorisés n'est pas de la démagogie. C'est la condition pour une élévation générale du niveau de connaissances de la population, en même temps que cela permettra de légitimer par le scolaire des disciplines considérées comme « non essentielles ».

L'illusion libérale d'un « libre choix » des cursus et des disciplines masque en réalité de forts déterminismes sociaux et de genre. La catastrophe puis la cacophonie autour de l'enseignement désormais optionnel des mathématiques au lycée en sont la plus criante des illustrations : abandon massif par les jeunes femmes, abandon de l'ambition de démocratisation des maths au profit d'une discipline élitiste...

Le libre développement des individus, le choix de son avenir que nous prônons s'inscrit en contradiction radicale avec une logique individualiste « d'accomplissement personnel ». Elle s'appuie sur des conditions matérielles pour garantir l'égalité réelle et vise la transformation de la société.

La réforme de l'enseignement professionnel vise une impossible adéquation entre offre de formation et emplois à pourvoir immédiatement. Nous voulons pour notre part construire une adéquation entre les besoins de la société (transition écologique, santé, transports, énergie...) et les formations. Cela passe par retirer des griffes du patronat la formation professionnelle afin qu'elle réponde aux besoins de la société tout entière. Mais cela passe de manière plus large par une lutte forte contre tous les mécanismes de tri social, de sélection, d'hyperspécialisation qui empêchent des milliers de jeunes d'accéder aux formations de leurs choix. En refusant d'investir dans la formation, l'État, et avec lui les capitalistes, privent la société tout entière de leur potentiel.

Un emploi stable, sécurisé, utile et émancipateur pour chaque jeune

Concernant le marché de l'emploi, le projet communiste apporte une réponse directe au trait le plus commun de la présence des jeunes dans celui-ci : la précarité.

Aujourd'hui, le capitalisme offre aux jeunes une expérience du travail marquée par la précarité, en matière d'insertion professionnelle comme en matière de nature de l'emploi. En raison des dérogations au droit du travail que permettent leurs jeunes âges, ils et elles sont à la fois une variable d'ajustement pour les besoins de valorisation du capital et un public prioritaire sur lequel on expérimente la libéralisation du travail.

Les jeunes entrent dans la vie professionnelle le plus souvent à travers des contrats de travail temporaires précaires. C'est d'ailleurs une forme de contrat qui concerne près d'un jeune en emploi sur deux. Le recours à l'intérim, aux CDD et aux ruptures de période d'essai, permet aux entreprises de répondre à des besoins variés, ponctuels ou saisonniers, afin d'ajuster leur masse salariale de manière à maximiser leur rentabilité. Cerise sur le gâteau, la loi prévoit un tas d'exceptions spécifiques aux jeunes pour baisser leur « coût » : salaires calculés en pourcentage du SMIC, subventionnement public de contrats temporaires et parfois spécifiques aux jeunes, exonérations de cotisations sociales sur les plus bas salaires, etc. Dans le public, le recours aux contrats de droit privé accompagne la diminution des dépenses publiques et la réduction du nombre de fonctionnaires. L'État employeur peut s'appuyer sur des dispositifs spécifiques aux jeunes comme les services civiques pour pallier ses manques tout en rémunérant à moindre coût des jeunes qu'il aurait pu recruter.

La demande d'expérience au moment du recrutement, plutôt qu'une demande de qualification, sert à faire accepter aux jeunes en emploi ces conditions de travail moins-disants par rapport aux autres salariés. Cela est nourri de plusieurs dispositifs qui brouillent la différence entre l'emploi et l'activité pour ne pas rémunérer le travail et baisser les chiffres du chômage des jeunes : les stages, les services civiques...

Enfin, la précarité des jeunes et les conditions de travail auxquelles ils se résignent font pression sur l'ensemble des salariés, agissant comme un « dumping social intérieur » encouragé par les politiques publiques.

Ici aussi, c'est inefficace pour les jeunes qui n'ont pas les moyens de construire librement leur vie et leur avenir, de s'émanciper, de mener à bien leurs projets. C'est également inefficace pour le pays, car la précarité de l'emploi génère du chômage de masse chez les jeunes et prive la société de leurs qualifications et de leurs apports.

À l'inverse, le projet communiste fait le choix de la sécurisation de l'emploi des jeunes. Il s'agit premièrement de traiter les jeunes à égalité de l'ensemble des salariés, c'est-à-dire les faire entrer dans le droit commun. D'où la remise en cause des contrats précaires et des contrats spécifiques aux jeunes au profit d'un emploi stable, sécurisé et ouvrant des droits sociaux. Il n'y a pas de raison valable de donner moins de droits aux jeunes en raison de leur seul âge. Deuxièmement, il s'agit de permettre aux jeunes de développer toutes leurs capacités et de s'émanciper. Ainsi, les jeunes communistes portent la nécessité d'un dépassement du marché du travail à l'aide d'une continuité des revenus tout au long de la vie dans l'emploi et dans la formation, jusqu'à éradiquer le chômage. Travailler doit devenir utile aux jeunes : avoir une sécurité de revenu et d'emploi, des droits sociaux, un logement, du temps libre, développer ses capacités dans le travail, gagner en

qualification, pouvoir se projeter dans la vie, construire une famille si on le souhaite... Un travail précaire n'est au contraire pas utile aux jeunes, il assure seulement la survie. Troisièmement, le pays a besoin des jeunes pour satisfaire les besoins sociaux gigantesques qui émergent, pour la transition écologique, le développement des services publics, la réindustrialisation. Pour y répondre à la hauteur des enjeux, il faut pouvoir se projeter dans la formation à tous les métiers qui nous seront indispensables et se mettre en capacité de recruter les travailleurs et travailleuses d'aujourd'hui et de demain. Si on laisse faire la main invisible du marché, on continuera à se retrouver en pénurie de travailleurs et travailleuses qualifiés dans les secteurs économiques stratégiques et dans les services publics. Il faut mettre en place une planification des besoins en emploi et en formation à travers de vastes plans de prérecrutements dans la fonction publique ainsi que des contraintes pour l'embauche de jeunes en CDI dans les entreprises.

Notre projet communiste prend tout son sens dans un continuum entre accompagnements à l'orientation tout au long de sa scolarité, formation librement choisie, entrée dans la vie active de manière sécurisée, emploi stable et droit au retour à la formation. Une ambition qui nécessite de reprendre le pouvoir sur le capital et de sortir les politiques publiques de la logique austéritaire pour orienter la formation et l'emploi vers la satisfaction des besoins des femmes, des hommes, et de la société tout entière. Sécuriser les parcours de vie des jeunes, c'est aussi assurer l'avenir du pays.

Au cœur du projet, l'autonomie et l'émancipation

Les jeunes femmes subissent, elles, doublement les entraves du capitalisme. Aux contrats précaires imposés aux jeunes et aux femmes s'ajoutent les temps partiels subis essentiellement par les femmes. Aux orientations forcées s'ajoutent des orientations genrées. Là aussi, c'est la société tout entière qui est privée du potentiel de la moitié de la jeunesse.

La casse du système de santé ne permet pas aux jeunes femmes une pleine autonomie vis-à-vis de leur propre corps. Avec la fermeture des centres IVG alors que la moitié des femmes y ayant recours ont moins de 27 ans, la réduction à peu de chagrin de la médecine scolaire et la médecine du travail, l'émancipation et le choix de son avenir devient d'autant plus ardu pour une jeune femme. Impossible, donc, de penser le droit des jeunes à construire leur avenir sans penser à la fin du patriarcat.

Le projet des jeunes communistes, c'est le projet de nouveaux droits pour la jeunesse : droit à la santé, mais aussi droit au logement, aux transports. Car là aussi résident les entraves à l'autonomie.

Pour de nombreux jeunes, la rareté des transports en commun rend quasi impossibles les études de son choix, ou encore un emploi stable et choisi. La cherté des loyers dans un marché immobilier concentré entre les mains de quelques propriétaires privés représente, elle aussi, une barrière conséquente à la mobilité et au parcours de vie. Notre projet pour l'autonomie des jeunes passe ainsi par un droit inaliénable à se déplacer pour étudier, travailler, mais aussi sortir, voir ses amis, autant que par un droit au logement, sorti des griffes du marché. De quoi poser aussi les fondements d'un droit aux loisirs, au sport, à la culture pour toutes et tous, rendu possible par leur accessibilité géographique et financière, mais aussi à une sensibilisation et un soutien aux pratiques artistiques et sportives dès le plus jeune âge.